L'ABEILLE

—DE LA—

NOUVELLE-ORLEANS

Journal Quotidien

—AVEC UNE—

EDITION HEBDOMADAIRE

—Paraissant le—

SAMEDI MATIN

—ET—

Renfermant toutes les Matières Publiées pendant la Semaine dans l'Edition Quotidienne.

Edition Hebdomadaire

Un An..... $3 00
Six Mois..... 1 [illegible]
Quatre Mois..... 1 00

On s'abonne à la Semaine chez les Porteurs et le Marchands de Journaux.

L'ABEILLE

Publie tous les jours, en outre des matières politiques, littéraires et locales:

Les dépêches Télégraphiques complètes de tous les points des Etats-Unis et de l'étranger;

Un Bulletin Maritime;

Une liste des Navires en partance dans les ports étrangers et américains pour la Nouvelle-Orléans;

Une liste des Navires dans le port de la Nouvelle-Orléans

Un Bulletin Financier;

Un Bulletin Commercial;

Les heures de départ et d'arrivée des trains de chemins fer

Les jours de départ des bateaux à vapeur.

Bureaux et Ateliers,

323 - CHARTRES - 323

L'EDITION HEBDOMADAIRE,

Réunissant en un seul numéro toutes les nouvelles de la semaine, compte beaucoup d'abonnés et de lecteurs en Europe.

Bureaux et Ateliers,

323 RUE DE CHARTRES,

Entre Conti et [illegible]

VENTES A L'ENCAN.

Carrère & Keeney.

ANNONCE JUDICIAIRE

UNE OCCASION D'ACQUERIR

—DES—

PROPRIETES DESIRABLES DU PREMIER DISTRICT.

Résidence double à deux étages,

Nos 1113-1115 rue S. Liberté,

Entre les rues Clio et Calliope.

Emplacement de Commerce et Résidence,

Nos 1241-1243 S. Robertson,

A l'encoignure de la rue Erato.

COTTAGE DOUBLE,

Nos 1237-1239 S. Robertson,

Entre les rues Erato et Clio.

Bâtisse Double en Briques à Deux Etages,

Nos 1038-1040 rue Dryades,

Entre l'avenue Howard et la rue Calliope.

COTTAGE DOUBLE,

Nos 1326-1328 S. Robertson,

Entre les rues Erato et Thalie.

JEUDI, LE 23 NOV. 1905.

Succession de Mme Hannah Skelly.

No 76,846—Cour Civile de District, pour la paroisse d'Orléans—Division B.

PAR JAMES F. KEENEY, Encanteur—Bureau No 806 rue Perdido—JEUDI, le 23 Novembre 1905, à midi, à la Bourse des Propriétés Foncières, No 311 rue Baronne, dans le premier district de cette ville, en vertu de et conformément à un ordre issu, daté et signé le 17 octobre 1905, par l'Honorable Fred D. King, juge de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, Division B, dans l'affaire ci-dessus intitulée, je procéderai à la vente à l'enchère publique des propriétés ci-après décrites, à savoir—

Premièrement—Un certain lot de terre ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé dans le premier district de cette ville dans l'ilet borné par les rues Calliope, Howard, Clio et Liberté, désigné par le No 2, sur un plan fait par George T. Dunbar, voyer, daté le 9 janvier 1845, déposé parmi les registres de D. L. McCay, ancien notaire en cette ville. Ledit lot mesurant, en mesure anglaise, 29 pieds de face à la rue Liberté sur une profondeur de 112 pieds, entre lignes parallèles.

Les améliorations sont connues comme les Nos 1113 1115 rue S. Liberté et comprenant une bâtisse en bois à deux étages couverte en ardoises, retirée de la banquette, contenant quelques 5 chambres, vestibule, galerie, cisterne, hangar, etc., de chaque côté, louée $22 par mois.

Deuxièmement—Deux lots de terre avec les améliorations qui s'y trouvent situés dans le Premier District de cette ville, dans l'ilet borné par les rues S. Robertson, (autrefois rue Locust), Erato, Magnolia et Clio. Les dits lots sont désignés par les lettres A et B, sur un devis fait par C. Uncas Lewis, député voyer de ville, daté le 25 mai 1904, annexé à un acte passé pardevant ledit notaire J. C. Henriques, le 7 juin 1904; d'après lequel devis les dits lots mesurant comme suit à savoir:

Le lot A a 28 pieds 1 pouce et 2 lignes de face à la rue S. Robertson sur une profondeur entre lignes parallèles de 75 pieds 11 pouces et 2 lignes, et le lot B a 29 pieds 4 pouces de face à la rue S. Robertson sur une profondeur entre lignes parallèles de 75 pieds 11 pouces 2 lignes, le tout en mesure américaine. Les deux lots ayant l'usage d'une allée commune de 48 pieds de profondeur, s'ouvrant sur la rue S. Robertson, entre lesdits lots A et B, et le lot B a l'usage en commun avec le lot C d'une allée de 39 pieds de profondeur, s'ouvrant sur la rue S. Robertson entre lesdits lots B et C.

Les améliorations sur le lot A, comprenant un cottage double en bois couvert en ardoises, à deux étages dans le fond et connues comme Nos 1241-1243 rue S. Robertson et contenant 5 chambres de chaque côté, citerne, hangar, etc; No 1243 est occupé comme une pharmacie et résidence et est loué à bail jusqu'au 30 septembre 1906, à un loyer mensuel de $15; 1241 est loué à $9 par mois.

Les améliorations sur le lot B sont connues comme Nos 1237-1239 rue S. Robertson et comprenant un cottage double en bois couvert en ardoises, et contenant 4 chambres de chaque côté, citerne, hangar, etc., loué à $16 par mois.

Troisièmement—Un certain lot de terre, ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé dans le premier district de cette ville, dans l'ilet borné par les rues Dryades, Baronne, Calliope et Delord (maintenant l'avenue Howard) désigné par le No 2 sur un plan dressé par L. H. Pilié, le 8 février 1847, et déposé en l'étude de C. De Armas, notaire en cette ville, et mesurant 28 pieds de face à la rue Dryades sur 127 pieds 2 pouces et 5 lignes de profondeur entre lignes parallèles.

Les améliorations sont connues comme Nos 1038-1040 rue Dryades, et comprenant une résidence double en briques à deux étages, située en arrière d'une jolie barrière en fer, et contenant environ 6 chambres, chambre à bain, galerie, 2 citernes, hangar, cour, etc., de chaque côté. No 1038 rue Dryades est loué à bail jusqu'au 30 septembre 1906, à un loyer mensuel de $20. No 1040 est loué à bail jusqu'au 30 septembre 1906 à un loyer mensuel de $19.

Quatrièmement—Un certain lot de terre ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé dans le premier district de cette ville, dans l'ilet borné par les rues S. Robertson (autrefois Locust), Thalie, Erato et Freret, désigné par le No 6, sur un plan dressé par Henri et Schlarbaum, ingénieurs civils, daté le 18 mai 1858, et déposé parmi les registres de T. O. Stark, ancien notaire en cette ville, comme plan No 182, étant le deuxième lot de l'encoignure de la rue Thalie, et mesurant 31 pieds 11 pouces et 5 lignes à la rue S. Robertson (autrefois rue Locust) sur une profondeur de 100 pieds entre lignes parallèles; le tout comme il est démontré sur un devis annexé à un acte passé pardevant W. J. Castell, ancien notaire en cette ville le 5 mars 1880.

Les améliorations sont connues comme 1326-1328 rue S. Robertson et comprenant une bâtisse double en bois couverte en ardoises, avec deux étages dans le fond, contenant 4 chambres, citernes, hangars et cour, etc., de chaque côté et louée pour $18 par mois.

Termes et conditions — Un tiers ou plus comptant, la balance s'il y en a en un où un et deux ans en billets portant sept pour cent d'intérêt par an, de la date de l'adjudication jusqu'au paiement et garantis par hypothèque spéciale et lien de vendeur et privilèges sur la propriété vendue et acquéreurs toutes les clauses usuelles de sécurité, 10 0|0 honoraires d'avocat en cas de procès, etc., l'acquéreur devant assumer au dessous et en plus du prix de l'adjudication les taxes de ville et d'Etat pour l'année 1905 et l'acte de vente pardevant George W. Montgomery, notaire; les acquéreurs n'ayant possession des loyers qu'à partir de la date de la signature des actes de vente; un dépôt de 10 0|0 comptant au moment de l'adjudication pour lier la vente.

JAMES F. KEENEY, Encanteur.

J. C. Henriques, avocat.

22 oct—22 29—nov 5 12 19 22 23

Remède du Moment

Le public est prévenu que je prépare et vend mon préventif contre

LA FIÈVRE JAUNE,

à mon office,

129 rue Decatur.

DR A. S. DE VILLENEUVE.

Nouvelle-Orléans, Lne

5 août

VENTES A L'ENCAN

Macon & Kernaghan

ANNONCE JUDICIAIRE.

Joli Cottage Simple en Bois

Avec Vaste Terrains, No 4934 rue Constance.

Dans un bon voisinage.

PAR MACON & KERNAGHAN—W. A. Kernaghan, Encanteur — Bureau No 135 rue Carondelet — JEUDI, le 23 novembre 1905, à midi, à la Bourse des Propriétés Foncières, No 311 rue Baronne, il sera vendu à l'enchère publique, en vertu d'un ordre daté le 20 octobre 1905, de l'Hon. T. C. W. Ellis, juge de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans Division A, dans la succession de Mme Ethel A. Ham, femme défunte de Philip Schumacher, No 76,918, du dossier de ladite Cour, la propriété ci-après décrite, à savoir:

Le cottage simple en bois à un étage No 4934 rue Constance, à l'encoignure de la rue Robert, retiré de la banquette, contenant vestibule, cinq chambres, chambre à bain, etc. Le terrain est décrit comme une certaine portion de terre, ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, etc., situé dans le sixième district de cette ville, dans l'ilet désigné par le No municipal 180, borné par les rues Constance, Robert Uppeville et Laurel, formant l'encoignure des rues Constance et Robert, et mesurant 75 pieds de face à la rue Constance sur une profondeur et façade sur la rue Robert de 118 pieds entre lignes parallèles; ladite portion de terre est composée du tout des lots désignés par les numéros neuf et dix sur un plan fait par Albert Blanchard, voyer, daté le 15 janvier 1887, un devis duquel est annexé à une vente faite par Mme Paul Villars à Henry Gehl, passé pardevant E. Commagère, ancien notaire en cette ville, daté le 3 mars 1887, mesurant chacun 30 pieds de face à la rue Constance sur 118 pieds de profondeur entre lignes parallèles, le lot No dix formant l'encoignure des rues Constance et Robert, et une partie du lot No huit prise de son côté lequel est le plus près de la rue Robert, ladite partie mesurant 15 pieds de face à la rue Constance, par une profondeur de 118 pieds entre lignes parallèles.

Cette propriété est convenablement située dans un bon voisinage et constituera une jolie résidence avec terrains spacieux.

Conditions—Comptant, 10 pour cent requis au moment de la vente.

L'acte de vente pardevant J. D. Taylor, notaire, aux frais de l'acquéreur.

J. B Rosser, avocat.

22 oct—22 29—nov 5 12 19 23

J. L. Onorato.

ANNONCE JUDICIAIRE.

In re "First Christian Church of New Orleans" en liquidation. — No 77,236 — Cour civile de District, Division A.

EN VERTU d'un ordre de l'Honorable Cour civile de District, pour la Paroisse d'Orléans, ledit ordre daté et signé le 13 octobre 1905 ordonnant que certaine propriété foncière soit vendue par J. L. Onorato, encanteur, je vendrais à l'enchère publique, MERCREDI, le 15 novembre à 10 heures a. m., à la Bourse des Propriétés Foncières, 311 rue Baronne, la propriété foncière ci-après:

Un certain lot de terre, ensemble avec ses bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, droits, privilèges, etc., situé dans le premier district de cette ville, désigné par le No 1, dans l'ilet No 69 sur un plan par Lafon, ancien voyer, daté le 15 mai 1847, déposé en l'étude de L. T. Caire, ancien notaire en cette ville, lequel dit lot de terre forme une des encoignures des rues Colisée et Melpomène, mesurant 63' 11" 2''' de face à la rue Colisée, 80' 6'' de profondeur et façade à la rue Melpomène, 76' 1" 9'' de profondeur sur la ligne de côte, contigu à la propriété appartenant autrefois à Mme St Romes, et 38' 5" 4' de largeur dans le fond.

Conditions—Comptant, l'acquéreur devant payer pour l'acte de vente pardevant R. J. Maloney, notaire.

J. L. ONORATO, Encanteur.

15 oct—15 22 29—nov 5 12 15

ANNONCES JUDICIAIRES

VENTES PAR LE SHERIF

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente de meubles de maison de valeur, etc.

John McCloskey vs A. Seiss.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans — No 73,935 — En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus intitulée je procéderai à vendre à l'enchère publique, sur les lieux ci-après désignés, le MARDI, 21 novembre 1905, à 10:30 heures a. m., la propriété ci après décrite, à savoir—

Dans mon entrepôt rue Ste-Anne, entre les rues Royale et Chartres.

Un grand assortiment de meubles de maison, installations, effets mobiliers, divers, etc., d'après l'inventaire enregistré.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions, comptant sur les lieux.

H. B. McMURRAY,

Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.

McCloskey & Benedict et John McCloskey, avocats pour le demandeur.

10 nov—10 16 21

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente de propriété de valeur améliorée du Deuxième District.

Portant le No municipal 1033 rue St Philippe, entre les rues Remparts et Bourgogne.

Francis A. Lambert vs Alphonse Littleton.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. — No 77,264—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus intitulée, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse des Propriétés Foncières, No 311 rue Baronne, entre les rues Union et Gravier, dans le Premier District de cette ville, le JEUDI, 16 novembre 1905, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir—

Un certain lot de terre, ensemble avec les améliorations qui s'y trouvent, les dépendances y appartenant, situé dans le Deuxième District de cette ville, dans l'ilet borné par les rues St. Philippe, Rempart, Bourgogne et Ursulines, le dit lot mesurant, d'après un devis de sub-division dressé par George de Armas, député voyer, daté le 18 septembre 1895, une copie duquel est annexé à un acte vente de August Riehl à Mme Veuve Marie L. P Sayla, pardevant John Bassich, Jr, notaire, daté le 26 septembre 1895, d'après ledit devis le dit lot mesurant vingt-neuf pieds, un pouce et quatre lignes de face à la rue St. Philippe, la même largeur dans le fond, soixante trois pieds, onze pouces, trois lignes sur le côté contigu au lot désigné par le No 2 sur ledit devis le plus près de la rue Bourgogne trente deux pieds quatre pouces sur une première profondeur la plus près de la rue Rempart, de là treize pieds quatre pouces sur la ligne parallèle à la rue St Philippe et courant vers la rue Rempart, de là sur une deuxième profondeur à la ligne parallèle à la rue Rempart et courant vers la rue Ursulines quatorze pieds neuf pouces et quatre lignes, de là sur une ligne parallèle à la rue St Philippe et courant vers la rue Bourgogne treize pieds quatre pouces, de là sur une troisième et dernière ligne de profondeur parallèle à la rue Rempart et courant vers la rue Ursulines seize pieds sept lignes, désigné comme lot Un sur ledit devis. Etant la même propriété que le défendeur a acquis de Auguste Riehl, le 18 octobre 1895, acte pardevant John Bassich, Jr., notaire, enregistré dans le livre du Bureau des Aliénations 156, folio 793.

Saisi dans l'affaire ci-dessus

Conditions—Comptant sur les lieux.

H. B. McMURRAY,

Shérif civil de la Paroisse d'Orléans.

Stafford & Lambert, avocats pour le demandeur.

14 oct—14 20 27—nov 3 10 16

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente de vaches, cheval, charrette à lait, etc.

François Bares vs Louis Terre & als.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 77,148—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus intitulée, je procéderai à la vente à l'enchère publique, sur les lieux ci-après désignés, le VENDREDI, 17 novembre 1905, à 11 heures A. M., la propriété ci-après décrite, à savoir:

Sur les lieux rue St Claude, entre les rues Egania et Ardry, 8 vaches, 1 cheval, une charrette à lait, 1 jeux de harnais, 1 lot de bidons à lait, divers, etc.

Saisi dans l'affaire ci-dessus

Conditions — Comptant sur les lieux.

H. B. McMURRAY,

Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.

Charles Louque, avocat pour le demandeur.

5 nov—5 11 17

VENTES A L'ENCAN.

J. P. Hecker.

ANNONCE JUDICIAIRE

Propriété désirable

Du Deuxième District,

No 2547 rue Iberville,

A l'encoignure de la rue Dorgenois.

Anthony C. Thomas et al vs Veuve Louis Thomas, Tutrice.

No 77,210—Cour Civile de District, paroisse d'Orléans.—Division C.

PAR J. PAUL HECKER, Encanteur—Bureau No 605 rue Baronne—JEUDI, le 14 décembre 1905, à midi à la Bourse d'Encan de la Nouvelle Orléans, Ltd, il sera vendu à l'enchère publique, en vertu d'un ordre rendu et signé le 17 octobre 1905, par de l'Hon. John St. Paul, juge de la Cour Civile District, Division C dans le procès ci dessus intitulé, la propriété ci-après décrite, à savoir:

Un certain lot de terre avec toutes les améliorations qui s'y trouvent, situé dans le deuxième district de cette ville, dans l'ilet désigné par le numéro municipal 330, borné par les rues Dorgenois, Douane (Iberville), Bienville et Robehave; ledit lot est désigné par le numéro un (1), et mesurant comme suit, à savoir: vingt six pieds un pouce de face à la rue Douane sur une profondeur et façade à la rue Dorgenois de cent cinq pieds (105) entre lignes parallèles, mesure américaine, et formant l'encoignure des rues Douane et Dorgenois.

Conditions—Comptant; l'acquéreur devant assumer toutes les taxes de 1905 et faire un dépôt de 10 pour cent au moment de l'adjudication. L'acte de vente pardevant A. J. Peters, notaire, aux frais de l'acquéreur.

A. A. Calogne, avocat.

12 nov—12 19 26—déc 3 10 14

Montz & St. Paul.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Elegant Ilet de Terre sur la Façade du Lac.

PAR MONTZ & ST-PAUL Geo. St-Paul Encanteur — Bureau No 536 rue Baronne, JEUDI, le 14 décembre 1905, à midi, à la Bourse d'Encan des Propriétés Foncières, Nos 225 à 229 rue Baronne, il sera vendu à l'enchère publique, en vertu d'un ordre daté le 10 novembre 1905, de l'Honorable T. C. W. Ellis, juge de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, Division A, dans la succession de Armand Kerlec, No 77,063 du dossier de ladite Cour, la propriété ci-après décrite, à savoir—

Un certain ilet de terre dans le deuxième district, désigné comme le No 7 sur un plan déposé dans le bureau de la "New Orleans Land Co", et plus loin désigné comme ilet No 6 sur un plan de Joseph Dupuy démontrant la division des terres de la "New Orleans Land Co.", déposé en l'étude de F. D. Charbonnet, notaire en cette ville, pour référence, lequel ilet, d'après le dernier plan, est borné par l'avenue Adams, les rues Memphis, Dolophe et Conti, et mesurant 300 pieds sur chacune des dites rues

Conditions — Comptant: 10 pour cent comptant du prix d'achat au moment de l'adjudication devant être déposé avec l'encanteur, et l'acquéreur devant assumer toutes les taxes pour l'année 19 5.

L'acte de vente pardevant Robt J. Maloney, notaire, aux frais de l'acquéreur.

12 nov—12 19 26—déc 3 10 14

J. C. Rhea & Co.

ANNONCE JUDICIAIRE.

MAGASIN ET RESIDENCE

1913 rue Bienville,

Entre Roman et Prieur

A une épicerie établie et une clientèle payante, bois et charbon. Une grande cour dans le fond et entrée pour wagons sur le côté.

SUCCESSION DE

Mme Jeanne Marie Abadie,

Femme divorcée de Paul Cherrier

No 77,240, Cour Civile de District, Division E.

PAR J. C. RHEA & CO.—Joseph C. Rhea, Encanteur.

MERCREDI, le 29 Nov. 1905, à Midi.

A la Bourse d'Encan des Propriétés Foncières, No 227 rue Baronne, (la nouvelle Bourse des Propriétés Foncières), à l'enchère publique, en vertu d'un ordre de Cour par l'Hon. George H. Théard, juge de la Division E, de la Cour Civile de District pour la Paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus intitulée, et numérotée la propriété ci-après décrite, à savoir:

Un certain morceau ou portion de terre, ensemble avec tout et particulièrement les améliorations qui s'y trouvent et les bâtisses là-dessus situé dans le deuxième district de cette ville, désigné comme lot No 28 dans l'ilet No 61, borné par les rues Roman, Prieur, Conti et Bienville, mesurant, en mesure américaine, vingt neuf pieds de face à la rue Bienville sur une profondeur de cent pieds, trois pouces, une ligne, entre lignes égales et parallèles, et est composé de vingt sept pieds du lot No 28, et de deux pieds du lot No 27, lequel est contigu, lequel morceau ou portion de terre commençant à une distance de quatre vingt un pieds de l'encoignure de la rue Roman, comme il est représenté dans un plan fait par Edgar Pillié, voyer, sous la date du 23 janvier 1901, annexé pour référence à un acte passé pardevant George M. Barnett, un notaire en cette ville, le 29 janvier 1901, étant la même propriété qui fut acquise par ladite défunte Mme Jeanne Marie Abadie, la femme divorcée de Paul Cherrier, par achat de John Ferrah, d'après l'acte passé pardevant Geo. M. Barnett, notaire, le 29 janvier 1901.

Conditions—Une moitié ou plus comptant et la balance s'il y en a, en un crédit d'un an ou d'un et deux ans, à l'option de l'acquéreur, la portion de crédit devant être démontrée par des billets de l'acquéreur à son propre ordre et par lui endossés, portant sept pour cent d'intérêt par an de la date de l'adjudication, garantis par lien de vendeur et hypothèque spéciale et privilège sur ladite propriété, avec le pacte de non aliénando et toutes les clauses usuelles de sécurité, cinq pour cent de frais d'avocat en cas de procès. La propriété devant être assurée par l'acquéreur au bénéfice du porteur des billets hypothécaires et la police transférée au tiers porteur; l'acquéreur devant payer les taxes de l'année 1905, en plus et au dessus du prix de l'adjudication. L'acte de vente pardevant U. Marinoni, Jr. notaire, aux frais de l'acquéreur.

G. M. Horner, avocat.

25 oct—25 29—nov 5 12 19 26 29

AVIS DE SUCCESSIONS.

Succession de Julius A. Miller.

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans, Division E—No 48,023—Attendu que Mme Ida M. Wildes, veuve de Julius A. Miller et maintenant femme de James T. Smith, et ledit James T. Smith, de la ville de Houston, comté de Harris, Etat du Texas, dans leur capacité comme gardiens ou tuteurs dûment nommés et qualifiés des personnes et propriétés des mineurs Walter E. Miller, Julius A. Miller, Marcellus A. Miller, Mary V. Miller, Ella L. Miller et Preston A Miller, enfants mineurs de ladite Mme Ida M. Smith et maintenant résidant avec elle à Houston, Texas, a fait application à cette cour pour l'autorisation de prendre possession de et transférer de l'Etat de la Louisiane la propriété appartenant auxdits mineurs dans cette paroisse, avis est par le présent donné à toutes ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les trente jours qui suivront la première publication de cet avis pourquoi l'application desdits gardiens ou tuteurs ne serait pas accordée. Par ordre de la Cour—P. A. DUCOING, Député Greffier.

Nouvelle-Orléans, — octobre 1905.

Andrew H Wilson, avocat.

21 oct—21 27—nov 1 7 12 20

VENTES A L'ENCAN.

Stroudback & Stern

ANNONCE JUDICIAIRE.

Résidence simple en bois à deux étages.

Dans le Cinquième District, (Alger) 1|2 mille dans le fond de la Réserve Navale.

Succession de Milford Jackson. — No 76 527 Cour Civile de District, Paroisse d'Orléans Division A

PAR STROUDBACK & STERN, Leonard L. Stern, Encanteur—JEUDI, le 23 novembre 1905, à midi, à la Bourse d'Encan de la Nouvelle-Orléans, No 311 rue Baronne, il sera vendu à l'enchère publique, en vertu d'un ordre de Cour, signé le 17 octobre 1905, par l'Hon. John St. Paul, juge de la Cour Civile de District, pour la paroisse d'Orléans, Division C, agissant pour l'Hon. T. C. W. Ellis, juge de la Division A, maintenant absent en congé, dans l'affaire ci-dessus intitulée et numérotée, la propriété ci-après décrite, à savoir:

Un certain lot de terre avec les améliorations qui s'y trouvent, consistant en une maison simple en bois à deux étages situé sur le Campus Lane dans le cinquième district de cette ville, désigné par le No 92 sur un plan de Charles Uncas Lewis, voyer, daté le 20 mai 1871 et annexé à un acte passé pardevant A. J. Lewis, notaire en cette ville, le 12me jour de juin 1871, d'après lequel plan ledit lot mesurant 48 pieds de face sur le Campus Lane sur une profondeur de 170 pieds. Enregistré dans le livre des transferts No 198, folio 716.

Conditions—Un tiers ou plus comptant, et la balance, s'il y en a, en un crédit de un an ou un et deux ans, à l'option de l'acquéreur à son propre ordre et par lui endossé, portant 8 pour cent d'intérêt par an de la date de l'adjudication jusqu'au paiement, garantis par hypothèque spéciale et lien du vendeur et privilège sur la propriété vendue avec pacte de non aliénando et toutes les clauses usuelles de sécurité, cinq pour cent d'honoraires d'avocat en cas de procès, ladite propriété devant être assurée par l'acquéreur et la police d'assurance devant être transférée au porteur des billets, et l'acquéreur devant payer au dessus et en sus de son enchère les taxes dues et exigibles en l'année 1905, et déposer avec l'encanteur au moment de l'adjudication, 10 pour cent du prix d'achat.

L'acte de vente pardevant Conrad G. Collins, notaire, aux frais de l'acquéreur.

N. Z. Humphrey, avocat.

22 oct—22 29—nov 5 12 19 23

Carrère & Keeney.

ANNONCE JUDICIAIRE.

2

Désirables Lots à Bâtir.

Dans la Section Améliorée du Quatrième District.

RUE SIXIÈME

Entre les rues Willow et Claiborne, borné par l'avenue Washington.

Chacun mesurant 26' 9" par 224 pieds.

Succession de John Thomas Magnuson.

No 77,152—Cour Civile de District, pour la paroisse d'Orléans. — Division C.

PAR CARRERE & KEENEY, Ernest A. Carrère, Encanteur—Bureau No 806 rue Perdido, rée-de-chaussée, MARDI, le 28 novembre 1905, à midi, à la Bourse des Propriétés Foncières, No 311 rue Baronne, dans le premier district de cette ville, en vertu de et conformément à un ordre issu, daté et signé le 24 octobre 1905, par l'Hon. John St Paul, juge de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, Division C, dans l'affaire ci-dessus intitulée, je procéderai à vendre à l'enchère publique, la propriété ci-après décrite, à savoir:

Deux lots de terre vacants situés dans le quatrième district de la ville de la Nouvelle Orléans, dans l'ilet borné par l'avenue Washington, les rues Sixième, Willow et Claiborne, désignés comme lots Nos vingt deux et vingt trois, contigus l'un à l'autre et mesurant chacun vingt six pieds neuf pouces de face à la rue Sixième sur une profondeur de deux cent vingt quatre pieds entre lignes parallèles.

Termes et conditions—Comptant; l'acte de vente aux frais de l'acquéreur, pardevant Benjamin Ory, notaire; un dépôt comptant de dix pour cent au moment de l'adjudication pour lier la vente.

29 oct—29—nov 5 12 19 26 27 28

ANNONCES JUDICIAIRES

VENTES PAR LE CONSTABLE

Première Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans.

Sylvester Blaisini, Jr., vs Davy Pallette

PREMIERE COUR DE CITE DE LA Nouvelle-Orléans—No 23,371—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable R. H. Downing, juge de la Première Cour de Cité de la Nouvelle Orléans, Division B, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à mon entrepôt, Nos 613 et 615 rue Bienville, entre le Passage de la Bourse et la rue de Chartres, dans le Deuxième District de cette ville, MARDI, le 21me jour de novembre 1905, à 11 heures a. m., de la propriété ci-après décrite, à savoir: Une grande balance, harnais, 1 lot de meubles de maison, etc. Saisi dans l'affaire ci-dessus intitulée et numérotée d'après l'inventaire enregistré en mon bureau.—Conditions—Comptant. WM J. BRADY, Constable de la Première Cour de Cité de la Nouvelle Orléans. Anthony J Rossi, avocat pour le demandeur.

10 nov—10 12 21

Mlle Catharine L. Peters vs W. Harry Gage.

PREMIERE COUR DE CITE DE LA Nouvelle-Orléans—No 23,369—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Wynne Rogers, juge de la Première Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, Division A, je procéderai à vendre à l'enchère publique, en mon entrepôt Nos 613 et 615 rue Bienville, entre le Passage de la Bourse et la rue de Chartres, dans le Deuxième District de cette ville, le SAMEDI, 18me jour de novembre 1905, à 11 heures a. m., la propriété ci-après décrite, à savoir: Une armoire à glace, une paire de portières, trois toilettes et miroirs, lavabos, une chiffonnière, berceuses, lits en fer et un lot de meubles de maison, etc. Saisi dans l'affaire ci-dessus intitulée et numérotée, d'après l'inventaire enregistré en mon bureau.—Conditions: Comptant. — WM J. BRADY, Constable de la Première Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans. — Jos. F. Walters, avocat pour la demanderesse.

8 nov—8 12 18

CHARTE

De la compagnie dite:

NEW ORLEANS RAILWAY AND LIGHT COMPANY.

JUIN 1905.

ETAT DE LA LOUISIANE,
Paroisse d'Orléans,
Ville de la Nouvelle Orléans.

Qu'il soit su que le quatorzième jour du mois de juin, de l'année de notre Seigneur la mil-neuf cent cinquième, devant moi, Félix Joseph Puig, notaire en et pour la paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, dûment commissionné et qualifié, et en la présence des témoins ci-après nommés et soussignés, personnellement sont venues et ont comparues les diverses personnes dont les noms sont ci-dessous apposés, lesquelles ont déclaré que se prévalant des lois de l'Etat de la Louisiane, elles avaient contracté et s'engagent par le présent avis, de même que toutes les personnes qui à l'avenir pourront devenir leurs associées, à former et constituer une corporation pour les objets et fins et en vertu des articles et stipulations suivantes, savoir

CHARTE

ARTICLE I.

Le nom de ladite corporation sera: "NEW ORLEANS RAILWAY AND LIGHT COMPANY." "Compagnie de Vote Ferrée et d'Eclairage de la Nouvelle Orléans," et sous son nom d'incorporation elle aura le pouvoir et l'autorité de posséder et de jouir du privilège de succession pour le plein terme, l'entière période de quatre-vingt dix-neuf ans à partir de la date ci dessus; de contracter, de poursuivre et d'être poursuivie; de faire usage d'un sceau de corporation et de modifier ce sceau à plaisir; de recevoir, louer, acheter, détenir et transférer de même que hypothéquer et donner en nantissement la propriété foncière, personnelle et mixte, de corporation ou non; de nommer et désigner tels gérants, agents, directeurs et officiers, ainsique ses affaires ou intérêts et agissement peuvent l'exiger, et de faire et d'établir, de même que d'altérer et d'amender de temps en temps, tels réglements, règles et lois pour la conduite convenable, la gérance et la réglementation des affaires de ladite corporation ainsique les circonstances l'exigeront.

ARTICLE II.

Le domicile de ladite corporation sera en la ville de la Nouvelle Orléans, Etat de la Louisiane; et toutes les citations ou autres documents de cour seront servis au président de ladite corporation, ou en son absence, au vice président ou agissant pour le président; et en l'absence des deux dits officiers, au secrétaire de ladite corporation.

ARTICLE III.

Les objets et fins pour lesquels est fondée cette corporation, et la nature des affaires à exploiter par elle sont déclarés être: acquérir les droits, privilèges, franchises et propriété de toute nature et de tout genre actuellement appartenant à la New Orléans Railways Company du New Jersey, sur le point d'être vendus en vertu de procédures de cloture dans la cours de circuit des Etats Unis; de placer, construire, posséder, maintenir, faire fonctionner et diriger des chemins de fer et tramways en la ville de la Nouvelle Orléans, ou ailleurs dans l'Etat de la Louisiane; et à cette fin, d'acheter, louer, détenir, posséder des droits de passage de chemin de fer, privilèges, franchises, etc., et des chemins de fer et tramways de rues, complétés ou incomplets en la ville de la Nouvelle Orléans ou ailleurs en l'Etat de la Louisiane, et qu'ils aient à son option le droit de bâtir, de compléter, de maintenir, faire fonctionner, diriger, louer, vendre, aliéner ou disposer de; louer ou posséder et faire fonctionner sur ou adjacents aux terminé ou lignes, parcs et terrains de plaisir séparément comme adjonction à ses affaires, et d'améliorer, voyager sur ses voies; de consolider avec d'autres voies ferrées tramways ou compagnies, par vente ou affermage ou autrement comme peuvent le permettre les lois de la Louisiane; de construire, établir, acheter, louer, posséder, gérer, maintenir et faire fonctionner des installations électriques et autres dans le but de fournir de la puissance motrice aux chemins de fer électriques et de l'éclairage électrique, de la chaleur et tous autres objets de chemins de fer au public et aux comtés et villes et leurs habitants, et toutes les personnes et corporations, et à cette fin d'acquérir par affermage ou achat, droits de passage, privilèges et franchises pour fils électriques et conduits et installations électriques complétées ou non, et de construire, compléter, maintenir, faire fonctionner, diriger, louer, vendre, aliéner ou disposer de ces derniers: d'acheter, louer, construire, détenir, exploiter, faire fonctionner, gérer et posséder des installations, et de fournir aux villes et comtés et aux habitants de ceux-ci, au public en général, corporations et individus du gaz pour tous objets, et à cette fin d'acquérir par bail ou achat les droits de passage, privilèges et franchises pour tuyaux de gaz et lampes à gaz et installations à gaz, complets ou incomplets et laquelle pourra construire, maintenir, faire fonctionner, gérer, louer, vendre, aliéner ou disposer; et pour l'exécution des objets ci devants et fins, d'acheter, acquérir, détenir, posséder et disposer d'actions et autres témoignages d'obligations, bons en chemin de fer, tramway et compagnies, éclairage électrique, puissance, calorique et gaz de la nature ci dessus décrite et en respect de toute et toutes actions de posséder et exercer tous les pouvoirs de propriétaires individuels [excepté les affaires de jobbeurs, qui sont expressément exclues] et généralement de détenir et d'exercer tous pouvoirs semblables, accessoirs et privilèges ayant trait aux objets ci dessus indiqués ou qui pourront être conférés par la loi à cette corporation ou à d'autres d'un semblable caractère.

ARTICLE IV.

Le stock capital de la dite corporation est par ceci fixé à TRENTE MILLIONS DE DOLLARS, divisé dans ou représenté par TROIS CENT MILLE (300,000) actions de cent dollars ($100.00) chacune. Le dit stock consistera de deux différentes classes d'émission, une de cela devant être connue comme le STOCK PREFERE et de l'autre comme le STOCK COMMUN.

Section 1. Le montant du dit Stock Préféré est fixé à la somme de DIX MILLIONS DE DOLLARS ($10,000,000), divisé dans ou représenté par Cent Mille (100,000) Actions de Cent Dollars ($100 00) chacune. Le stock capital préféré aura droit de préférence et priorité sur le stock capital commun de la corporation aux dividendes dans chacunes des années à tel taux, jusqu'à et n'excédant pas cinq pour cent (5 0|0) par an payable des profits nets pour telle année dans laquelle il sera déclaré par le Bureau des Directeurs de la corporation; tels dividendes n'étant pas non cumulatif, limité à cinq pour cent (5 0|0) par an, et ledit stock préféré n'ayant droit à aucun autre bénéfice des profits. Aucun dividende ne sera déclaré ou payé sur le stock commun dans aucune année jus